



STATE OF NEW YORK | EXECUTIVE CHAMBER

ANDREW M. CUOMO | GOVERNOR

**Pour publication immédiate** : 31 mars 2014

## **LE GOUVERNEUR CUOMO ET LES RESPONSABLES LÉGISLATIFS ANNONCENT L'ADOPTION DU BUDGET 2014-2015**

Le Gouverneur Andrew M. Cuomo, les Co-Présidents de la Coalition de la Majorité du Sénat, Dean Skelos et Jeff Klein, et le Président de l'Assemblée, Sheldon Silver, ont annoncé aujourd'hui l'adoption historique du quatrième budget consécutif réalisé dans les délais.

Avec l'adoption d'aujourd'hui, l'administration de l'Etat a réalisé quatre budgets dans les délais à la suite – sous le même gouverneur et les mêmes responsables législatifs – pour la première fois en plus de quarante ans, depuis le Gouverneur Nelson Rockefeller, le Président de l'Assemblée Perry Duryea, et le Chef de la Majorité Earl Brydges.

Le Budget maintient la croissance des dépenses au-dessous de deux pour cent pour la quatrième année consécutive, poursuivant une discipline financière record qui a réduit à néant des décennies de budgets de l'Etat où les dépenses augmentaient à un taux plus élevé que l'inflation ou que la croissance du revenu personnel. Avec d'autres investissements ciblés qui développeront l'économie et renforceront les communautés de l'Etat de New York, le budget prévoit 1,5 milliard de dollars de réduction des impôts fonciers pour aider les propriétaires de l'Etat de New York et encourager les administrations locales à accroître les efficacités, ainsi qu'une augmentation majeure de cinq pour cent de l'aide scolaire de l'Etat.

« Ce budget capitalise sur les progrès de l'Etat des trois dernières années afin de développer l'économie et créer de nouvelles opportunités pour les New Yorkais et leurs familles », a déclaré le Gouverneur Cuomo. « Ce budget poursuit la discipline financière qui a caractérisé les trois dernières années de progrès en maintenant la croissance des dépenses au-dessous de deux pour cent, tout en réalisant des réductions importantes des impôts qui contribueront à la prospérité des propriétaires et des entreprises. Il comprend également des investissements ciblés, qui transformeront nos écoles, assureront la sécurité, la propreté et l'équité des communautés, et rétabliront la confiance du public dans le gouvernement. Ce budget comprend le cadre qui nous permettra de construire un Nouveau New York, et je félicite les membres du Sénat et de l'Assemblée, qui nous ont rejoints pour poursuivre ces progrès. »

French

Le Co-Président de la Coalition de la Majorité du Sénat, Dean Skelos, a déclaré : « Je suis heureux que nous donnions suite aujourd’hui à un budget bipartite qui offre un allègement des impôts fonciers aux familles qui travaillent dur, réduit l’impôt sur les sociétés pour qu’elles puissent créer des emplois et donne à chaque élève les ressources nécessaires pour réussir. Le budget que nous avons adopté comprend un nouveau programme de réduction des impôts fonciers, une réduction de l’ajustement de l’élimination de l’écart (Gap Elimination Adjustment) pour les écoles, le développement du programme EPIC pour les seniors, et la suppression de l’impôt sur les sociétés pour les fabricants. Je félicite le Gouverneur Cuomo pour réaliser des réformes complètes, bipartites, de l’éthique et des élections, qui accroîtront la transparence et rétabliront la confiance dans le gouvernement. En travaillant ensemble, nous adopterons le 4ème budget de l’Etat consécutif réalisé dans les délais, un symbole que le gouvernement de l’Etat est efficace et donne des résultats. Je remercie le Gouverneur pour son leadership fort, et nos partenaires de la Législature, le Sénateur Klein et le Président Silver, pour leur excellent travail et pour leur engagement envers la population de cet Etat. »

Le Co-Président de la Coalition de la Majorité du Sénat, Jeffrey D. Klein, a déclaré : « Ce budget concrétise notre promesse d’offrir un enseignement universel de maternelle de grande qualité, à plein temps, à des dizaines de milliers d’enfants âgés de quatre ans de la Ville de New York dès septembre prochain. Je suis très fier du fait que ce budget tient la promesse de la Conférence démocratique indépendante de rendre l’Etat de New York plus abordable pour les familles de travailleurs, en développant une couverture pour les médicaments sur ordonnance pour les personnes âgées, en augmentant le financement de l’Etat pour les programmes de soins de jour, et en offrant une aide plus que nécessaire aux locataires et aux propriétaires de notre Etat. En travaillant avec tous nos collègues, nous pouvons et devons continuer à rendre l’Etat de New York plus abordable pour les familles et les petites entreprises qui en ont le plus besoin. Notre travail sur la réforme du financement des campagnes vient juste de commencer, et j’espère faire adopter un système de financement public plus complet avant la fin de la session parlementaire de cette année. Nous sommes tous d’accord que nous devons faire plus pour restaurer l’intégrité et l’équité de notre procédure électorale. »

Le Président de l’Assemblée, Sheldon Silver, a déclaré : « Tout au long des négociations qui ont conduit à cet accord sur le budget, la Majorité à l’Assemblée a donné la priorité aux familles de travailleurs et essayé de résoudre la multitude de difficultés qu’elles rencontrent aujourd’hui. Nous sommes fiers que le budget de l’Etat adopté pour 2014-2015 reflète un engagement ferme à l’égard de l’éducation de nos enfants au-travers d’investissements considérables dans l’aide scolaire et l’enseignement de maternelle, et des augmentations plus que nécessaires des programmes d’aide aux frais de scolarité, de l’aide aux universités communautaires, et des opportunités d’enseignement supérieur – toutes des initiatives historiques et des priorités de l’Assemblée. Egalement important, ce budget respecte notre engagement à offrir un allègement des impôts aux familles de travailleurs, à créer des emplois dans chaque région de l’Etat, à atténuer la crise des services de garde d’enfants, et à honorer notre obligation à long terme d’offrir un logement abordable, à protéger la santé publique et à nous préoccuper de nos citoyens les plus vulnérables. De plus, ce budget met l’Etat de New York sur la voie d’élections justes, un objectif que nous avons poursuivi pendant près de 30 ans. »

## **Réforme des impôts fonciers**

**1,5 milliard de dollars d'allègement des impôts fonciers** : L'accord sur le budget comprend un nouveau crédit d'impôt, pour offrir un allègement aux propriétaires de l'Etat de New York et de s'attaquer à l'une des principales causes du caractère élevé des impôts fonciers de l'Etat – le nombre impressionnant des administrations locales. L'allègement des impôts fonciers vise à inciter les administrations locales et les districts scolaires à partager les services et à réduire le fardeau financier des contribuables. Au cours de la première année du plan de réforme, les New-Yorkais auront droit à un allègement des impôts fonciers si leur administration locale respecte le plafond des impôts fonciers. La réduction des impôts fonciers sera étendue la deuxième année dans les juridictions qui respectent le plafond et ont mis en place un plan pour économiser 1 pour cent par an de leurs prélèvements, sur trois ans. Alors que les localités peuvent proposer diverses approches, le plan vise à inciter les gouvernements de comté et les districts scolaires à se réunir et à faciliter un processus, pour soumettre pour approbation un plan des BOCES à l'échelle du comté ou de la région. Sur trois ans, le programme permettra de générer un allègement des impôts fonciers de plus de 1,5 milliard de dollars pour près de 2,8 millions de contribuables.

**Allègement des impôts pour les locataires et les propriétaires aux faibles revenus** : Pour les résidents de la Ville de New York, le Budget crée un nouveau programme d'allègement des impôts, coupe-circuit, progressivement structuré, de 85 millions de dollars. Les propriétaires et les locataires qui y ont droit pourront recevoir un crédit d'impôt déductible de l'impôt sur le revenu lorsque leurs impôts fonciers ou leur loyer dépassent un certain pourcentage de leur revenu.

**Supprimer les doubles emplois et les chevauchements administratifs** : Il est prévu un financement de 39 millions de dollars pour offrir des subventions aux administrations locales pour la mise en œuvre de consolidations et de services régionaux, ainsi que des crédits d'impôt aux résidents des collectivités qui partagent ou consolident leurs services.

**Aider les administrations locales en difficulté** : Il est prévu de maintenir le financement pour le Conseil de restructuration financière à 80 millions de dollars pour offrir des subventions ou des prêts aux administrations locales qui mettent en œuvre des initiatives de restructuration identifiées par le Conseil.

## **Réduire les impôts pour créer des emplois**

**Ramener les impôts des fabricants à zéro** : L'accord sur le Budget permet de réduire les coûts des affaires pour les fabricants, faisant de l'Etat de New York un endroit plus attrayant pour s'implanter et créer des emplois. Le Budget établira un crédit d'impôt de 20 pour cent des impôts fonciers pour les fabricants qui possèdent ou louent des locaux et abaissera le taux d'imposition sur le revenu pour tous les fabricants, qui passe de 5,9 pour cent actuellement à zéro en 2014 et au-delà.

**Accélérer la suppression progressive de la surtaxe de services publics 18-A** : Le Budget accélère la suppression progressive de l'évaluation temporaire des services publics 18-A. Les New Yorkais

paient les factures d'énergie les plus élevées de la nation, et l'Évaluation temporaire des services publics (Temporary Utility Assessment) (18-A) alourdit encore plus ce fardeau sur les familles et les entreprises en difficulté. Le Budget fera économiser 600 millions de dollars aux entreprises et aux résidents au cours des trois prochaines années.

**Réduire et simplifier l'impôt sur les sociétés :** L'accord sur le Budget comprend les améliorations les plus importantes du système fiscal des entreprises de l'État de New York depuis près de trois décennies. Le Budget modifie et simplifie le code fiscal pour refléter la réalité d'une économie complexe et rend l'État plus attractif à la fois pour les nouvelles entreprises et les entreprises existantes. De plus, le taux d'imposition des entreprises est réduit et passe de 7,1 pour cent à 6,5 pour cent, le taux le plus bas depuis 1968. Ces réformes permettront d'attirer plus de sociétés extérieures dans l'État de New York, créant des emplois et générant une augmentation des revenus, pour investir dans les programmes d'État qui aideront tous les New Yorkais.

**Éliminer le calcul d'imposition sur la base du capital des sociétés :** Les sociétés sont imposées sur la base du capital des actifs détenus dans l'État de New York. Cet impôt décourage les sociétés à investir du capital dans l'État. Ce Budget éliminera progressivement cet impôt sur les actifs sur six ans, en commençant dès 2016, et en supprimant les facteurs de dissuasion pour que les sociétés développent leurs activités ici.

### **Transformer les écoles de l'État de New York**

**Engagement envers l'éducation :** Répondre aux besoins d'éducation des élèves de l'État de New York permet de leur ouvrir un chemin vers la prospérité et de leur donner les outils pour devenir des membres productifs de la société, tout en assurant un avenir économique plus sûr à l'État. Le Gouverneur a proposé une série d'actions qui capitalisent sur les progrès et les investissements des trois dernières années pour assurer que tous les élèves de l'État de New York recevront une éducation de qualité.

**Programme universel de maternelle à temps plein à l'échelle de l'État :** Le Budget capitalise sur la réussite du tout-premier programme de maternelle à temps plein financé par l'État en s'engageant à investir 1,5 milliard de dollars sur cinq ans pour soutenir le déploiement du programme universel de maternelle à temps plein.

**Protéger le choix de tous les enfants de l'État de New York :** Le Budget accroît le financement des frais de scolarité pour les élèves des écoles à charte sur trois ans : 250 \$ par élève la première année, 350 \$ la deuxième année, et 500 \$ la troisième année. Le Budget encourage aussi la croissance des écoles à charte en répondant à leurs besoins d'équipements, et les écoles à charte auront droit à un financement pour la maternelle.

**Réformer la mise en œuvre du tronc commun :** Le Budget inscrit dans la loi une série de recommandations pour améliorer immédiatement la mise en œuvre du tronc commun dans l'État de New York.

**o Interdiction des tests standardisés avec bulles à noircir pour les jeunes enfants :** La loi interdit les tests standardisés de réponses à bulles à noircir pour les jeunes enfants de la maternelle à la deuxième année.

**o Protection des élèves contre les enjeux élevés basés sur les résultats d'un examen injuste :** La loi assure que les résultats des tests d'anglais et de mathématiques du tronc commun pour les classes de 3<sup>ème</sup> à 8<sup>ème</sup> ne seront pas utilisés contre les élèves et n'apparaîtront pas sur leurs bulletins scolaires.

**o Utilisation de la période d'enseignement pour l'enseignement et l'apprentissage, et non pas pour une surcharge de tests :** La loi plafonne le temps qui peut être utilisé pour les tests standardisés et pour la préparation aux tests ; améliore la transparence sur les tests standardisés que les élèves doivent passer, et les raisons de ces tests ; et met en place des mesures pour les districts scolaires pour éliminer plus facilement les tests standardisés inutiles.

**o Mise en place d'exigences strictes en matière de sécurité et de protection des données, tout en assurant le partage de données à des fins éducatives et opérationnelles :** La loi renforce les exigences sur la protection des données, y compris les procédures d'avertissement des parents en cas d'atteinte à la protection des données par un tiers, de fortes amendes en cas d'infraction, la mise en place d'une « Charte des droits des parents sur la confidentialité des données » offrant une transparence complète sur le type de données recueillies par l'État et les districts scolaires, sur les entités avec qui ces données sont partagées et sur les raisons de ce partage, ainsi que la nomination d'un responsable de la protection des informations personnelles pour le Département de l'Éducation, chargé entre autres, de la mise en place de normes sur la sécurité des données éducatives et sur les politiques de confidentialité. Selon la loi, l'État cessera sa relation avec InBloom et envisagera d'autres solutions pour réaliser les objectifs d'accroissement de la transparence et de l'analyse des données.

**Aide scolaire :** Le Budget prévoit une augmentation de l'aide scolaire de 1,1 milliard de dollars – soit 5,3% - pour l'année scolaire 2014-2015. Les districts scolaires aux besoins élevés recevront plus de 70 pour cent de l'augmentation attribuée pour 2014-2015.

**Augmentation de l'aide pour les élèves :** Le Budget prévoit une augmentation de l'aide maximum dans le cadre du Programme d'aide aux frais de scolarité de 165 \$, qui passe de 5 000 \$ à 5 165 \$, et des augmentations de l'aide pour les élèves qui sont soit pupilles de l'État ou dans des familles d'accueil.

**Accroître l'aide pour l'enseignement supérieur :** Le Budget prévoit une augmentation de l'aide de base pour les universités communautaires de 75 \$ par étudiant FTE qui passe à 2 497 \$. Un total de 102 millions de dollars de financement est prévu pour les programmes d'opportunités d'enseignement supérieur à SUNY, CUNY, les universités indépendantes et privées (EOP, SEEK, HEOP). Le Budget prévoit 30 millions de dollars de crédits pour le programme de subventions de contrepartie de l'enseignement supérieur relatif aux subventions en capital aux universités et facultés privées.

**Offrir une bourse pour les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques (STEM) :**

Le Budget comprend 8 millions de dollars de financement pour un nouveau programme de bourse STEM. Des bourses complètes couvrant les frais de scolarité pour les facultés et universités SUNY ou CUNY seront offertes aux premiers 10 pour cent de diplômés de lycées s'ils poursuivent une carrière STEM et travaillent dans l'Etat de New York pendant cinq ans.

**Rétablir la confiance du public :**

Le Budget comprend de nouvelles réformes pour assurer que les New Yorkais ont confiance en leurs élus, et en leur capacité à les servir honnêtement et avec transparence.

**Nouveaux crimes pour violation de la confiance du public :** Le Budget comprend une proposition de loi pour créer une série de nouveaux crimes pour violation de la confiance du public. Ces nouveaux crimes comprennent :

**o Corruption de fonctionnaire :** Le Budget prévoit une proposition de loi pour donner aux procureurs de meilleurs outils pour condamner les contrevenants. Dans le cadre de la loi d'Etat actuelle, un procureur doit prouver qu'il y a un accord de corruption ou une entente entre la personne payant le pot de vin et la personne le recevant, afin de requérir la sanction maximale contre l'offreur du pot de vin. Selon la nouvelle loi, le procureur ne sera pas tenu de prouver que l'offreur du pot de vin a partagé une intention de corruption avec le destinataire du pot de vin, mais seulement que l'offreur du pot de vin a eu l'intention de corrompre le destinataire et a délibérément offert un avantage à un fonctionnaire. Les sanctions pour offrir un pot-de-vin et recevoir un pot-de-vin seraient aussi renforcées, abaissant le seuil pour un crime de classe C pour les deux de 10 000 \$ à 5 000 \$, le montant de l'argent utilisé pour la corruption, et créant un nouveau crime de classe B, lorsque le pot-de-vin atteint 100 000 \$ ou plus.

**o Corrompre le gouvernement :** Le Budget comprend une proposition de loi pour tenir une personne responsable – qu'elle soit ou non fonctionnaire – s'il se trouve qu'elle s'est engagée dans des manœuvres visant à frauder l'Etat ou une administration locale, et renforce les sanctions pour tous les contrevenants condamnés pour corruption du gouvernement par le crime de Corrompre le gouvernement. Selon la nouvelle loi, quiconque, fonctionnaire ou non, agissant de concert avec un fonctionnaire, qui s'engage dans une manœuvre de corruption d'un Etat ou d'une administration locale serait coupable d'un crime allant du quatrième degré (Classe E) au premier degré (Classe B), en fonction du montant de la fraude.

**Nouvelles sanctions pour corruption publique :** Le Budget comprend une proposition de loi visant à créer des sanctions plus strictes, lorsqu'un bien de l'Etat ou d'une administration locale est volé. Cela signifie qu'un délinquant ferait face à des sanctions plus lourdes si l'acte était commis contre le gouvernement. La peine serait d'un niveau plus élevé que pour les délits. Un accusé, selon la valeur du bien volé, pourrait être coupable d'un crime de classe B.

**Interdiction à vie d'intégrer le gouvernement :** La nouvelle classe des crimes de corruption publique imposerait des sanctions supplémentaires, autres que des peines d'emprisonnement et amendes, notamment :

- o l'interdiction permanente des condamnés de crimes de corruption publique d'accomplir des mandats électifs et dans l'administration publique, d'occuper des fonctions de lobbyiste inscrit au registre, ou de faire des affaires avec l'Etat, notamment via une organisation qu'ils gèreraient.
- o l'interdiction pour ces personnes de soumettre des offres ou d'obtenir des contrats d'Etat.
- o la possibilité pour le juge de demander le paiement jusqu'à trois fois le montant du bénéficiaire ou du gain réalisé à partir d'une transaction illégale.

**Réduire l'influence de l'argent dans les élections en offrant des fonds de contrepartie pour les campagnes politiques :** La proposition de loi du Budget met en place le tout-premier programme de l'Etat de New York pour offrir des fonds de contrepartie pour une campagne politique, et réduire ainsi l'influence de l'argent en politique. Ce programme complet sera lancé immédiatement sur une base pilote – pour entrer en vigueur lors de la campagne du Contrôleur de 2014 – et aura pour modèle le programme des fonds de contrepartie réussi de 6 contre 1 de la Ville de New York.

**Unité d'application indépendante au Conseil des Elections :** La structure inefficace du Conseil des Elections de l'Etat, composée de quatre commissaires qui sont nommés de façon égale par chaque grand parti, conduit à une impasse et produit rarement des enquêtes sérieuses sur les violations des lois électorales. La proposition de loi du Budget crée une nouvelle division indépendante d'application de la loi, dirigée par un conseiller en chef de l'application de la loi, qui est nommé en-dehors du Conseil pour un mandat de 5 ans, habilité à enquêter sur les violations de la Loi électorale. Elle permettra aussi de créer une unité de la conformité, qui donnera la priorité à la conformité aux exigences de rapport de la Loi électorale et assurera la transparence du système de rapport du financement des élections.

**Nouvelles exigences de divulgation pour les dons politiques :** La loi actuelle exige une divulgation tous les six mois à un an, ou, dans certains cas, jamais, des dépenses indépendantes en politique. La proposition de loi du Budget comble ce vide juridique pour accroître la transparence en rendant obligatoires des rapports plus fréquents de ces dépenses, et les sources des contributions qui les rendent possibles, et amende la loi pour étendre la définition des types de communications qui justifient l'augmentation des rapports pour mieux refléter la réalité des jeux de pouvoirs d'aujourd'hui.

**Nouvelles exigences de divulgation pour les clients extérieurs :** Le Budget comprend une proposition de loi qui rendra obligatoire la divulgation par les législateurs et d'autres employés de l'Etat des clients qui ont été mis en contact avec ces personnes ou des cabinets avec lesquels ces personnes sont affiliées par des lobbyistes inscrits au registre.

## **Protéger l'environnement :**

Le Budget augmente le fonds de protection de l'environnement (Environmental Protection Fund) (EPF), maintient le financement de l'Etat pour les principaux programmes environnementaux, agricoles et relatifs aux parcs, développe les opportunités de loisirs de plein air, et offre un nouveau tour de financement dans le cadre de New York Works pour les installations environnementales. Le financement des agences d'Etat et des autorités publiques continuera de faire de l'Etat de New York un chef de file de l'économie des technologies propres, permettra de réduire les émissions qui contribuent au changement climatique, et de transformer notre système de transmission en un réseau électrique intelligent distribué.

**Fonds de protection de l'environnement :** Le Budget comprend 162 millions de dollars pour EPF, une augmentation de 9 millions de dollars par rapport à 2013-2014.

**Développer les opportunités de chasse, pêche et autres activités :** Le Budget poursuit l'engagement du Gouverneur pour les loisirs de plein air avec 6 millions de dollars pour 50 nouveaux projets offrant un accès à environ 380 000 acres de terres de l'Etat, pour les loisirs, notamment les rampes de mise à l'eau des bateaux, les sites d'observation des oiseaux, les pistes, et les caches de chasse, et 4 millions de dollars pour la rénovation et l'amélioration des éclosiers de pêche dans l'Etat. De plus, le Budget réduit les frais de permis de pêche à court terme ; autorise la chasse à l'arbalète pour les chasseurs âgés de 14 ans ou plus pour la petite chasse, et pour la grande chasse, lors des saisons autorisant les armes à feu et des périodes du tirc à l'arc sauf dans les Comtés de Suffolk et de Westchester ; augmente de deux à huit le nombre des jours de pêche autorisés ; autorise le DEC à offrir 10 jours de prix promotionnels pour les permis de chasse, pêche et de piégeage ; et autorise des plaques de sports d'aventure gratuites pour les nouveaux détenteurs de permis à vie, des plaques de sports d'aventure à prix remisé pour les détenteurs de permis à vie, et des plaques de sports d'aventure à prix normal pour les détenteurs de permis annuel.

## **Créer un Etat de New York plus résilient**

Le Budget soutient les progrès continus pour que l'Etat de New York soit mieux préparé et plus résilient face aux situations d'urgence futures. Egalement important, le Budget reflète une approche à l'égard de la sécurité publique qui est rigoureuse, intelligente, et équitable. Ces priorités, ensemble, permettront d'assurer la sécurité de tous les New Yorkais dans le cas d'une situation d'urgence.

**Créer un système de détection des turbulences météorologiques :** La Division de la sécurité intérieure et des services d'urgence (Division of Homeland Security and Emergency Services) (DHSES) collaborera avec les partenaires académiques pour assurer qu'une entité privée établira et opérera un système de détection des turbulences météorologiques à la pointe – l'un des seuls six systèmes de la nation. Un investissement initial en capital de 15 millions de dollars est recherché dans le cadre d'un financement fédéral lié au Super Ouragan Sandy.

**Créer une université de préparation aux situations d'urgence, de sécurité intérieure, et de**

**cybersécurité** : Le Budget comprend 15 millions de dollars de ressources en capital pour financer les coûts initiaux de planification et développement d'une nouvelle université de préparation aux situations d'urgence, de sécurité intérieure et de cybersécurité.

**Equiper les stations essence de capacités d'énergie de secours** : L'Etat de New York est le premier Etat de la nation avec un plan complet pour assurer que l'énergie sera maintenue dans les stations essence stratégiquement situées dans les situations d'urgence. Ce programme est étendu pour inclure environ 241 stations essence du Nord de l'Etat situées à un demi-mile des sorties des autoroutes essentielles. Un autre financement de 3,1 millions de dollars sera réalisé au-travers du financement fédéral lié au Super Ouragan Sandy.

**Etendre la réserve stratégique de carburant à l'échelle de l'Etat** : Afin d'éviter de futures perturbations de distribution, la réserve stratégique de carburant sera étendue à l'échelle de l'Etat pour servir les premiers secours. Le coût estimé de 10 millions de dollars devrait être supporté par l'Autorité de l'Energie de l'Etat de New York.

**Préparer les citoyens aux situations d'urgence** : La Division de la sécurité intérieure et des services d'urgence, en collaboration avec la Garde nationale, offrira des cours de préparation aux situations d'urgence tout au long de l'année aux citoyens intéressés, avec l'objectif de former 100 000 citoyens d'ici le 31 mars 2015. Le soutien à cette initiative sera apporté via des fonds fédéraux de la sécurité intérieure.

### **Rendre l'Etat de New York plus sûr, plus sain et plus équitable**

Le Budget prévoit un financement pour les services de soutien de base destinés aux populations dans le besoin, accroît le financement des allocations de garde d'enfant qui permettent aux personnes aux faibles revenus de rechercher ou conserver un emploi, développe l'offre de logement abordable dans l'ensemble de l'Etat, les efforts pour servir les vétérans et leurs familles, et réalise de nouveaux investissements dans le programme Pay for Success.

**Développer les opportunités de logement abordable** : De nouvelles ressources de 100 millions de dollars seront investies pour créer et préserver 3 000 logements abordables dans des complexes multifamiliaux. Cet investissement dans le logement abordable, issu du fonds fédéral de reprise suite aux tempêtes, servira de catalyseur pour attirer des investissements privés dans le marché en abaissant les coûts des prêts hypothécaires et conduira à des loyers plus abordables. Le Budget poursuit également et met en avant le programme House NY initié en 2013-2014, avec un investissement d'1 milliard de dollars sur cinq ans pour préserver et créer 14 300 logements abordables à l'échelle de l'Etat en ajoutant 40 millions de dollars de financement en capital.

**Transformer le système de santé de l'Etat de New York** : Le Budget poursuit les réformes historiques de l'Equipe de restructuration Medicaid qui permettent de meilleurs résultats de santé à un coût plus durable. Le Budget soutient des modèles de soins plus efficaces, soutient les activités communautaires pour améliorer la santé de la population, et réalise des

investissements dans les infrastructures de soins de santé et des technologies de l'information de la santé, afin de transformer le système de santé.

**o Accroître le financement Medicaid en respectant le plafonnement des dépenses :** Le Budget reflète la poursuite du plafonnement des dépenses Medicaid adopté en 2011-2012 et recommande un financement compatible avec ses dispositions.

**o Transformer le système de santé de l'Etat de New York :** Le Budget franchit l'étape suivante dans la transformation du système de santé de l'Etat de New York en offrant un financement en capital de 1,2 milliard de dollars pour des investissements ciblés qui compléteront les projets soutenus par l'exemption Medicaid. D'ici la fin de 2014, ou début 2015, l'Equipe de restructuration Medicaid aura permis de générer plus de 17 milliards de dollars d'économies fédérales. L'exemption permettra à l'Etat de réinvestir jusqu'à 8 milliards de dollars de ces économies dans la transformation du système de santé de l'Etat de New York.

**o Poursuivre la mise en œuvre des recommandations de l'Equipe de restructuration Medicaid :** Le Budget poursuit la mise en œuvre des réformes de l'Equipe de restructuration Medicaid. Ces réformes représentent la restructuration du programme Medicaid la plus complète de l'histoire de l'Etat, avec des initiatives visant à améliorer l'ensemble du spectre des services de santé. L'Equipe de restructuration Medicaid a proposé un ensemble de nouvelles initiatives sans coût supplémentaire pour réaliser des investissements cruciaux dans la santé. Les investissements sont équilibrés par les économies résultant des initiatives ciblées de l'intégrité Medicaid, pour réduire la fraude et les abus, et des améliorations dans la conception des prestations.

**o Améliorer les technologies de l'information de la santé :** La collecte et le partage des données de soins de santé de l'ensemble des prestataires et des régions permettront une meilleure évaluation, conduisant à une allocation des ressources plus efficace, améliorant la qualité de service à coûts réduits. Le Budget comprend 65 millions de dollars pour le réseau des informations de santé de l'Etat de New York (State Health Information Network of New York) (SHIN-NY) pour la poursuite des efforts pour créer un véritable système électronique des dossiers médicaux au niveau de l'Etat, et une base de données des demandes de prestations pour tous les payeurs (All Payer Claims Database) (APCD). Cet investissement attirera par effet de levier près de 30 millions de dollars de fonds fédéraux Medicaid, pour ces projets, d'un total de près de 95 millions de dollars.

**Financer la Commission sur la jeunesse, la sécurité publique & la justice :** L'Etat de New York est l'un des deux seuls Etats qui continuent de poursuivre les jeunes âgés de 16 et 17 ans dans le système de justice pénale pour adultes. Le Budget prévoit un financement pour la Commission sur la jeunesse, la sécurité publique et la justice pour qu'elle effectue des recommandations sur la meilleure manière d'élever l'âge de comparution des jeunes devant les tribunaux de droit commun, d'améliorer les résultats pour la jeunesse, et de promouvoir la sécurité des communautés.

**Protéger les consommateurs contre les factures médicales élevées :** Le Budget comprend des changements historiques visant à protéger les consommateurs contre le cauchemar financier des factures médicales de médecins hors réseau. Plus important encore, il ne met pas le consommateur au centre de contentieux sur les factures entre les médecins hors réseau et les assureurs de santé, et épargne le consommateur de coûts hors réseau dans le cas de soins d'urgence et de factures surprise. L'accord tient les assureurs responsables pour construire et maintenir des réseaux de prestataires robustes, pour que les consommateurs aient suffisamment d'options de soins de santé dans le réseau. Il intègre aussi de nouvelles exigences de divulgation visant à aider les consommateurs à identifier les prestataires qui sont dans leur réseau, ce qui réduira les incidents de factures surprise.

**Lutter contre l'envoi de textos en conduisant :** Le Budget inclut une proposition de loi visant à intensifier les efforts pour limiter la prévalence de l'envoi de textos en conduisant parmi les jeunes conducteurs. Les jeunes et nouveaux conducteurs condamnés pour l'envoi de textos en conduisant auront une suspension de leur permis de 120 jours à la première infraction, et d'un an à la deuxième infraction.

**Services sociaux ciblés COLA :** Le Budget comprend un financement de 13 millions de dollars passant à 122 millions de dollars pour soutenir une augmentation de salaire de 2% au 1<sup>er</sup> janvier 2015, et une autre augmentation de salaire de 2% le 1<sup>er</sup> avril 2015 pour les employés de soutien et de soins directs. Au 1<sup>er</sup> avril 2015, COLA comprendra également le personnel des cliniques.

**Réforme de l'assurance titres :** Le Budget comprend des mesures pour un contrôle plus strict de l'industrie de l'assurance titres, qui permettra de mieux protéger les consommateurs et d'abaisser les coûts pour les propriétaires de l'Etat de New York. Le Budget habilite le Département des services financiers (DFS) pour délivrer les licences des agents d'assurance titres pour la première fois, tout comme les licences de tous les autres agents et courtiers en assurance. La délivrance de licences nécessitera de satisfaire à des critères de qualification et de suivre une formation. Le DFS sera habilité également à contrôler les abus et à révoquer les licences, et à éliminer les conflits d'intérêt pouvant générer des coûts pour les propriétaires. En parallèle avec d'autres mesures, notamment les réglementations que le DFS publiera bientôt sur l'assurance titres, ces réformes devraient générer une réduction de 20 pour cent des primes d'assurance titres et frais de clôture pour l'achat de logements et une réduction de plus de 60 pour cent des coûts du refinancement des transactions.

**Améliorer les services de santé mentale :** Le Budget ajoute 38 millions de dollars pour développer les services communautaires de santé mentale. Cela permettra de financer 628 nouveaux appartements avec services de soutien et 122 nouveaux créneaux de dérogation offrant des services améliorés pour les enfants, notamment le répit, l'acquisition de compétences, des services de soutien intensifs à domicile, et une meilleure coordination des soins.

**Protéger les enfants :** Le Budget prévoit un total de 3 millions de dollars pour une sphère de sécurité pour les enfants exploités sexuellement.

**Programmes TANF et de l'aide publique :** Le financement de l'aide temporaire aux familles en difficulté est poursuivi aux niveaux de 2013-2014 pour les services de garde d'enfants SUNY/CUNY, les services de violence domestique non résidentielle, l'orientation professionnelle,

les femmes au foyer en recherche d'emploi, les écoles à avantages, le programme de subvention salariale, le partenariat entre les familles et les infirmières, ATTAIn, et les maisons d'entraide. De plus, le Budget comprend l'autorisation d'un programme supplémentaire de foyer de la Ville de New York en fonction des ressources de l'aide publique disponibles, pour réduire le nombre des sans-abri.

**Améliorer la sécurité** : La proposition de loi incluse dans le Budget requiert que des vérifications des antécédents criminels soient réalisées sur des employés potentiels de soins directs dans les établissements de soins pour adultes.

**Programme de dispense d'augmentation du loyer des citoyens seniors (Senior Citizen Rent Increase Exemption) (SCRIE)** : Le Budget augmente le seuil de revenus pour le programme de 29 000 \$ à 50 000 \$, ce qui devrait augmenter le nombre de bénéficiaires de 15 pour cent. Cela permettra d'aider plus de 7 000 citoyens seniors de la Ville de New York à rester dans leurs logements.

**Soutien aux personnes âgées** : Le Budget prévoit 4,1 millions de dollars pour le développement de l'éligibilité des personnes âgées au programme de l'assurance pharmaceutique (Elderly Pharmaceutical Insurance Program) (EPIC), et 5 millions de dollars pour les services communautaires dédiés aux personnes âgées.

###

Des informations complémentaires sont disponibles à [www.governor.ny.gov](http://www.governor.ny.gov)  
État de New York | Executive Chamber | [press.office@exec.ny.gov](mailto:press.office@exec.ny.gov) | 518.474.8418